



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service Prévention des Risques Techniques
Courriel : ddpp@vaucluse.gouv.fr

Avignon, le 28 juin 2016

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Instituant des servitudes d'utilité publique autour de l'installation de stockage de déchets non dangereux (I.S.D.N.D.) exploitée par la société SITA SUD sur la commune d'Entraigues-sur-la-Sorgue

- VU** les dispositions des titres I des livres V des parties législatives et réglementaires du Code de l'Environnement, et notamment les articles L.515-8 à L.515-12 et R.515-31-1 à R.515-31-7 ;
- VU** le Code de l'Urbanisme ;
- VU** le décret du 11 février 2015 publié au journal officiel du 13 février 2015, portant nomination de M. Bernard GONZALEZ, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 et notamment l'article 9 qui prévoit l'instauration de servitudes visant à assurer la maîtrise foncière dans la bande de 200 mètres autour de l'installation de stockage de déchets, pendant la durée d'exploitation et la période de suivi du site ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°EXT2007-10-11-0131SPCARP du 11 octobre 2007 modifiant et reprenant en un arrêté unique les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°1615 du 7 juillet 2000 et de ses modifications ultérieures relatives à l'exploitation par la société SITA SUD d'une installation de stockage de déchets non dangereux et autres installations de traitement de déchets sur la commune d'Entraigues-sur-la-Sorgue, au lieu-dit "Quartier du Plan" ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°EXT2006-01-30-003SPCARP du 30 janvier 2006 instituant des servitudes d'utilité publique autour de l'installation de stockage de déchets ménagers et assimilés exploitée par la société SITA SUD à Entraigues-sur-la-Sorgue ;
- VU** le dossier de demande du 7 août 2013, complété les 9 août et 17 décembre 2014, déposé par la société SITA SUD, en vue d'obtenir entre autres l'autorisation d'étendre l'ISDND autour du pôle multifilières de valorisation et de traitement de déchets non dangereux ;
- VU** le dossier de servitudes déposé par la société la société SITA SUD en date du 7 août 2013, complété les 9 août et 17 décembre 2014 ;
- VU** les courriers du 16 janvier 2015 transmettant le projet d'arrêté préfectoral instituant les servitudes d'utilité publique à l'exploitant et à M. le maire d'Entraigues sur la Sorgue ;
- VU** l'avis du 27 janvier 2015 du service interministériel de défense et de protection civiles de Vaucluse sur le dossier de demande d'institution des servitudes ;

- VU** le courrier du 24 février 2015 transmettant le projet d'arrêté préfectoral instituant les servitudes d'utilité publique aux propriétaires des terrains concernés ;
- VU** l'avis du 19 mars 2015 de la direction départementale des territoires de Vaucluse sur le dossier de demande d'institution des servitudes ;
- VU** la décision n°E15000006/84 du 29 janvier 2015 du vice-président délégué du tribunal administratif de Nîmes.
- VU** les observations formulées lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 7 avril 2015 au 22 mai 2015 inclus ;
- VU** la réunion publique organisée par la commission d'enquête publique en date du 6 mai 2015 en mairie d'Entraigues sur la Sorgue ;
- VU** l'avis du conseil municipal de la commune d'Entraigues-sur-la-Sorgue en date du 28 mai 2015 ;
- VU** le rapport et les conclusions de la commission d'enquête publique reçus en DDPP le 22 juillet 2015
- VU** le rapport du 28 janvier 2016, de la direction régionale de l'environnement, l'aménagement et du logement de la région PACA, en charge de l'inspection des installations classées ;
- VU** les courriers du 12 avril 2016 transmettant le rapport et les conclusions de l'inspection des installations classées ainsi que le projet d'arrêté préfectoral instituant les servitudes d'utilité publique à l'exploitant, à M. le maire d'Entraigues sur la Sorgue et aux propriétaires des terrains concernés ;
- VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 19 mai 2016 ;
- VU** le projet d'arrêté porté le 26 mai 2016 à la connaissance du demandeur ;
- VU** le courrier du demandeur du 6 juin 2016 ;

CONSIDERANT les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 susvisé qui prévoient que la zone à exploiter d'une ISDND doit être à plus de 200 mètres de la limite de propriété du site, sauf si l'exploitant apporte des garanties équivalentes en terme d'isolement par rapport aux tiers sous formes de contrats, de conventions ou de servitudes couvrant la totalité de la durée d'exploitation et de la période de suivi de l'ISDND.

CONSIDERANT que, dans le cadre du projet d'extension de l'ISDND présente au sein du Pôle multifilières d'Entraigues-sur-la-Sorgue, la société SITA SUD sollicite, en parallèle du dépôt de la demande d'autorisation d'exploiter, que la garantie de maîtrise foncière visée à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 susvisé, soit apportée sous la forme de servitudes d'utilité publique sur les parcelles où aucune autre garantie équivalente en terme d'isolement n'a pu être instaurée.

CONSIDERANT que les servitudes d'utilité publique instaurées par l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2006 susvisé sur les parcelles comprises dans la bande de 200 mètres autour de l'ISDND actuelle doivent être prolongées ;

SUR PROPOSITION de Madame la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Parcelles cadastrales concernées par l'institution ou la prolongation de servitudes

Des servitudes d'utilité publique sont instituées ou prolongées sur les parcelles ou parties de parcelles de la commune d'Entraigues-sur-la-Sorgue, qui se trouvent à l'intérieur du périmètre intitulé « Périmètre des SUP de l'ensemble du site (actuel et futur) » et représenté sur le plan en annexe 2 du présent arrêté.

Les références cadastrales des parcelles susvisées sont présentées dans le tableau en annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Nature des servitudes

Pour les terrains inclus dans le périmètre des servitudes d'utilité publique, sont interdits les occupations et usages suivants :

- l'habitation ou l'occupation par des tiers de tout immeuble, qu'il s'agisse de construction, d'installation ou terrains non bâtis, en dehors de ceux liés à l'exploitation du site, au traitement et à la valorisation des déchets ;
- l'aménagement ou l'implantation de terrains de sports ;
- l'aménagement ou l'implantation de terrains de camping ou le stationnement d'habitations provisoires (caravanes, mobil home) ;
- l'aménagement ou l'implantation d'établissements recevant du public en dehors de ceux liés à l'exploitation du site, à la collecte, au stockage, au traitement et au recyclage des déchets.

Ces servitudes couvrent la totalité de la durée de l'exploitation et de la période de suivi à long terme de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société SITA SUD sur le territoire de la commune d'Entraigues-sur-la-Sorgue.

L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux dispose d'un droit de passage sur les parcelles visées à l'article 1^{er} du présent arrêté, dès lors qu'il s'agit de respecter les prescriptions qui lui sont imposées par la réglementation (contrôle et surveillance des eaux souterraines notamment).

ARTICLE 3 : Transcription

En vertu des dispositions de l'article L. 515-10 du Code de l'Environnement, des articles L. 121-2 et L. 126-1 du Code de l'Urbanisme et de l'article 36-2 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, les présentes servitudes devront être annexées aux documents d'urbanisme et publiées à la Conservation des Hypothèques.

ARTICLE 4 : Indemnité

Les présentes servitudes peuvent ouvrir droit à une indemnité dans les conditions définies à l'article L. 515-11 du Code de l'Environnement.

La demande d'indemnisation doit être adressée à la société SITA SUD dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 5 :

Les servitudes d'utilité publique instaurées par l'arrêté préfectoral n°EXT2006-01-30-003SPCARP du 30 janvier 2006 sont abrogées à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Autres mesures de publicités

Une copie du présent arrêté est notifiée :

- à Monsieur le maire d'Entraigues sur la Sorgue
- à l'exploitant
- aux propriétaires des terrains et des autres titulaires de droits réels ou de leurs ayant droit lorsqu'ils sont connus

Une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie d'Entraigues sur la Sorgue et peut y être consultée, un extrait de cet arrêté est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie. Un procès verbal constatant l'accomplissement de ces formalités devra être adressé à la direction départementale de la protection des populations de Vaucluse. Le même extrait est affiché dans l'installation en permanence de façon visible par l'entreprise sur son site d'Entraigues sur la Sorgue.

Un avis au public est inséré par les soins de la direction départementale de la protection des populations aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Cet arrêté sera inséré sur le site internet de l'Etat en Vaucluse et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse.

ARTICLE 6 : Délais et voies de recours

Un recours peut-être formé devant le tribunal administratif de Nîmes dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

ARTICLE 7 : Application

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le sous-préfet de Carpentras, la directrice départementale de la protection des populations, le maire d'Entraigues sur la Sorgue, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région PACA, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Signé : Bernard GONZALEZ

**Annexe 1 – Références cadastrales des parcelles ou parties de parcelles concernées par
l'institution ou la prolongation de servitudes**

Section	Numéro de la Parcelle	Propriétaire	Surface Totale de la Parcelle en m ²	Bande 200m ISND GLOBALE	Prolongation de SUP	Instauration de SUP
				Surface en m ² concernée	Surface en m ² déjà soumise à SUP (AP du 30/01/206)	Surface suppl. en m ² concernée par instauration de SUP
AX	8	Mr GARGOWITZ JACQUES/Mme LAGRENE CAROLINE	1 999	1 894	1 894	NC
AX	9	Mme VIALAN GENEVIEVE MARIE MARGUERITE RENEE	2 972	2 972	2 972	NC
AX	10	Mme VIALAN GENEVIEVE MARIE MARGUERITE RENEE	7 500	4 203	4 203	NC
AX	11	Mr BRUNIER LOUIS VOLTAIRE ERNEST	6 405	3 839	3 839	NC
AX	26	Mme BAUZAN ALINE CECILE AUGUSTINE	3 428	2 733	2 733	NC
AX	30	Mr CEBE ALBERT ALEXANDRE	3 252	3 267	3 267	NC
AX	32	Mme LAURENT MARIE ROSE GABRIELLE	2 322	2 353	2 353	NC
AX	33	Mr BRUNIER LOUIS VOLTAIRE ERNEST	9 453	9 464	9 464	NC
AX	34	Mme GORLIER JACQUELINE MELANIE	3 517	3 510	3 510	NC
AX	35	Mme GORLIER JACQUELINE MELANIE	2 279	2 262	2 262	NC
AX	37	Mme VIALAN GENEVIEVE MARIE MARGUERITE RENEE	1 091	1 062	1 062	NC
AX	38	Mr MAIGRE LEOPOLD FELIX	11 659	11 651	11 651	NC
AX	43	Mr BOUTIER RENE ANTONIN/Mme GARCIA ALCAZAR MANUELA	1 307	1 307	NC	1 307
AX	45	Mme GUYON ELIANE LUCIENNE LEONTINE	2 656	2 656	2 143	513
AX	46	Mme PACINI ISABELLE NATHALIE VIRGINIE	2 797	2 793	2 793	NC
AX	48	Mr SCACCHI ANTOINE/Mme LION CARMEN	4 184	4 183	1 810	2 373
AX	49	Mrs CHARPIER ROBERT-DANIEL-DENIS	2 316	2 156	1 671	485
AX	50	Mr LAVESQUE JACQUES FREDERIC	2 502	2 113	1 801	312
AX	51	Mr LAURENT MAURICE LEOPOLD	3 403	2 795	2 558	237
AX	52	Mr COUTELENT EDMOND/Mme BOUSSIER LAURE	2 492	2 105	2 011	94
AX	56	Mme BRUNIER YVETTE/Mme PERRI LILIANE	1 521	1 515	1 515	NC
AX	57	Mr SERRE JEAN PIERRE NOEL	1 502	1 507	1 507	NC
AX	58	Mr BRUNIER LOUIS VOLTAIRE ERNEST	12 573	12 539	12 539	NC
AX	59	Mr BRUNIER LOUIS VOLTAIRE ERNEST	7 010	7 026	7 026	NC
AX	61	Mme VIALAN GENEVIEVE MARIE MARGUERITE RENEE	749	739	739	NC
AX	65	Mr DUCRES CLAUDE JOEL AUGUSTE	3 000	2 996	2 996	NC
AX	66	Mme BOURGET CECILE et BENEDICTE/Mme BESAUDUN ANNIE	6 034	5 960	5 960	NC
AX	67	Mr DUCRES JACQUES VICTOR/Mme DUCRES MICHELE VICTORIA	3 135	571	571	NC
AX	70	Mr BRUNIER LOUIS VOLTAIRE ERNEST	3 255	86	86	NC
AX	109	Mr PALUN YVAN/Mme CHAUSSI YVONNE	1 775	1 562	1 562	NC
AX	110	Mlle BLANC GINETTE	1 734	1 168	1 168	NC
AX	111	Mme ANDRE NATHALIE/Mr MURJIA BRUNO	1 853	779	779	NC
AX	112	Mme MESTRALLET ALEXANDRINE/Mme MARCUZZO JACQUELINE	1 882	177	177	NC
AX	130	Mr CHEYLAN CAMILLE/Mme GASSIN ARLETTE	4 805	3 104	3 104	NC
AX	132	Mr MAIGRE LEOPOLD FELIX	1 468	1 453	1 453	NC
AY	53	Mme VIALAN GENEVIEVE MARIE MARGUERITE RENEE	77 758	95	95	NC
AY	54	Mme VIALAN GENEVIEVE MARIE MARGUERITE RENEE	6 986	4 613	4 613	NC
AW	1	Mme ROUGIER GENEVIEVE EP Mr PUTTI GEORGES	5 548	5 548	NC	5 548
AW	2	Mr LAVESQUE JACQUES FREDERIC	16 969	9 579	NC	9 579
AW	14	Mr LAVESQUE JACQUES FREDERIC	9 989	5 371	NC	5 371
AW	15	Mr LAVESQUE JACQUES FREDERIC	3 243	3 243	NC	3 243
AW	16	Mr LAVESQUE JACQUES FREDERIC	2 022	2 022	NC	2 022
AW	17	Mr LAVESQUE JACQUES FREDERIC	1 884	1 884	NC	1 884
AW	18	Mr LAVESQUE JACQUES FREDERIC	18 678	12 849	NC	12 849
AW	27	Mr LAVESQUE JACQUES FREDERIC	4 483	2 017	NC	2 017
AW	28	Mme SKOWRON REGINE/Mr ROUX CLAUDE	4 919	4 919	NC	4 919
AW	29	Mme SKOWRON REGINE/Mr ROUX CLAUDE	2 973	2 622	NC	2 622
AW	30	Mr ESTELLON LOUIS	2 080	1 987	NC	1 987
AW	31	Mr MANCIP ADRIEN/Mme MARTIN ALBERTINE	7 560	7 558	NC	7 558
AW	32	Mr MANCIP ADRIEN/Mme MARTIN ALBERTINE	10 849	865	NC	865
AW	44	Mme et Mlle SENU/Mme MAGGI/Mr et Mme LAVESQUE	3 049	3 049	NC	3 049
AW	46	Mme AUDRY NICOLE EP VALFRE CLAUDE	6 234	2 959	NC	2 959
AW	51	Mr BRUNIER LOUIS /Mme LAURENT MARCELLE	6 533	1 640	NC	1 640
AW	52	Mr BRUNIER LOUIS VOLTAIRE ERNEST	2 882	1 689	NC	1 689
AW	53	Mr BRUNIER LOUIS VOLTAIRE ERNEST	3 616	2 000	NC	2 000
AW	56	Mme ROUX JACQUELINE ANDREE PAULETTE	14 045	2 929	NC	2 929
AW	57	Mr LAVESQUE JACQUES FREDERIC	8 707	1 625	NC	1 625
AW	58	Mme ROUX JACQUELINE ANDREE PAULETTE	6 312	1 706	NC	1 706
AW	59	Mme ROUX JACQUELINE ANDREE PAULETTE	4 670	1 304	NC	1 304
AW	60	Mr EYMARD ANDRE JEAN PHILEMON	5 540	1 550	NC	1 550
AW	61	Mme ROUX JACQUELINE ANDREE PAULETTE	11 378	2 858	NC	2 858
AW	62	Mr MANCIP ADRIEN/Mme MARTIN ALBERTINE	2 740	516	NC	516
AW	63	Mme ROUX JACQUELINE ANDREE PAULETTE	1 662	290	NC	290
AW	64	Mr SERRE JEAN PIERRE NOEL	1 508	149	NC	149
AW	65	Mr CLARETON YVES/Mme CLARETON CHRISTINE/Mme CLEMENT ANDREE	1 219	20	NC	20
AW	66	Mr CLARETON YVES/Mme CLARETON CHRISTINE/Mme CLEMENT ANDREE	1 571	2	NC	2
AW	193	Mr MANCIP ADRIEN/Mme MARTIN ALBERTINE	2 538	380	NC	380
AW	218	Mr LAVESQUE JACQUES FREDERIC	614	98	NC	98
AW	219	Commune d'ENTRAIGUES SUR LA SORGUE	1 798	332	NC	332
AW	220	Mr LAVESQUE JACQUES FREDERIC	18 512	5 104	NC	5 104
BA	56	Mr et Mme CHAUVET/Mme MARTINEZ	4 660	1 58	NC	158
BA	59	Mr AYMARD MAURICE AUGUSTE	165	5	NC	5
BA	60	Mr BERTHET FERNAND	1 574	390	NC	390
BA	63	DOMAINE PROPRIETAIRES INCONNUS	1 601	673	NC	673
BA	64	Mr AYMARD MAURICE AUGUSTE	854	452	NC	452
BA	67	Mr DUCRES PAUL FEREO	737	429	NC	429
BA	68	Mr TEMPIER DESIRE AIME	6 250	2 179	NC	2 179
BA	69	Mme BARON YVETTE MIREILLE CLEMENCE	2 234	953	NC	953
BA	70	PANCHAUD ET CIE	2 813	1 205	NC	1 205
BA	71	Mme BLANC MIREILLE ALINE MICHELE	3 833	1 723	NC	1 723
BA	72	Mrs et Mmes TRIAL	1 366	1 366	NC	1 366
BA	73	Mme CORDELLI/Mme et Mlle DELL'ANTANTE	1 542	1 542	NC	1 542
BA	74	Mr DURBESSON ALAIN MICHEL LEONCE	3 485	3 485	NC	3 485
BA	75	Mr BOYER JEAN MARIE ROGER	997	997	NC	997
BA	76	Mr PIDOUX EUGENE/Mr TURQUAY GERARD	4 684	4 674	NC	4 674
BA	77	Mr GALZIN YVES/Mme GIBBAL GHISLAINE	1 512	1 512	NC	1 512
BA	78	Mme DURBESSON JACQUELINE-Mme DURBESSON MARIE CLAIRE	2 397	2 076	NC	2 076
BA	79	Mr DUCRES CLAUDE JOEL AUGUSTE	3 044	572	NC	572
BA	87	Mr LEONARD JEAN LOUIS CELESTIN PIERRE	8 779	7 384	NC	7 384
BA	88	Mme MOUTTE LEONA ALBERTINE	3 653	3 653	NC	3 653
BA	89	Mlle MOUTTE MARTHE	2 684	2 684	NC	2 684
BA	90	Mr AYMARD MAURICE AUGUSTE	3 886	3 886	NC	3 886
BA	91	Mme AYMARD FRANCETTE/Mme VIAL ARLETTE et CLAUDIE	622	622	NC	622
BA	92	Mr LAVESQUE JACQUES FREDERIC	2 098	2 098	NC	2 098
BA	93	Mme AYMARD FRANCETTE/Mme VIAL ARLETTE et CLAUDIE	2 413	2 413	NC	2 413
BA	94	Mr BRUNIER LOUIS VOLTAIRE ERNEST	2 068	2 068	NC	2 068
BA	95	Mme et Mlle SENU/Mme MAGGI/Mr et Mme LAVESQUE	1 906	1 906	NC	1 906
BA	96	Mr LAVESQUE JACQUES FREDERIC	5 663	5 663	NC	5 663
BA	97	Mr DI NICOLA RENE/Mme MICHEL CLAUDE	3 057	681	NC	681
BA	100	Mr AYMARD MAURICE AUGUSTE	7 019	3 256	NC	3 256
BA	101	Mr REVOL HENRI MARIE ELISEE EDMOND	12 697	6 334	NC	6 334

Annexe 2 – Périmètre concerné par les servitudes d'utilité publique.

